



Communiqué de presse
8 juin 2012

Salon de l'armement Eurosatory : un commerce mortel à réguler d'urgence
Trois ONG interdites d'accès à moins d'un mois des négociations pour le traité sur le commerce des armes.

A trois semaines de l'ouverture de la conférence de l'ONU pour l'adoption d'un traité international sur le commerce des armes (TCA), les plus gros exportateurs d'armement se retrouvent du 11 au 17 juin au Salon Eurosatory près de Paris pour faire la promotion de leur matériel. Amnesty International France, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France, qui ont été interdites d'accès à ce salon international, rappellent l'urgence d'un TCA fort et contraignant permettant de régler un commerce souvent irresponsable et meurtrier.

Nombre d'exposants sur le salon ont exporté des armes vers des destinations et dans un contexte où leurs équipements ont pu permettre de commettre ou faciliter de graves violations du droit international. Les trois organisations françaises partenaires de la campagne internationale « Contrôlez les armes » interpellent les participants du Salon, ainsi que le COGES/GICAT, organisateur, afin qu'ils se prononcent clairement en faveur d'un TCA robuste et contraignant.

Les trois ONG se sont vu refuser leur demande d'accréditation d'entrée à Eurosatory. « Les organisateurs refusent pour la première fois l'accès du salon à nos ONG soucieuses de la régulation des transferts d'armes pour protéger les populations civiles, tandis que Rosobornexport, entreprise russe fournissant actuellement la Syrie, tiendra son propre stand » s'est indigné Aymeric Elluin, d'Amnesty International France. « A moins d'un mois de l'ouverture à New York des négociations qui devront aboutir à l'adoption d'un TCA, nous considérons qu'il s'agit d'un signal très préoccupant de la part des industriels et du gouvernement quant à la volonté d'en finir avec l'opacité qui continue de caractériser ce commerce pas comme les autres », a ajouté Zobel Behalal du CCFD-Terre Solidaire. Pourtant, relèvent les ONG, le Conseil des industries de défense françaises déclarait en février 2012 que « les industriels soutiennent pleinement l'adoption d'un TCA » et étaient « sensibles aux arguments [concernant] la protection des populations et la protection des droits humains ».

« L'Etat français comme les participants qui seront présents sur le Salon doivent tirer les leçons du printemps arabe, du drame syrien et d'autres conflits récents en renonçant à tout commerce irresponsable des armes. Dans la perspective de l'adoption d'un TCA, quelle sera l'attitude de la France face aux Etats non parties au traité lors du prochain salon Eurosatory dans deux ans ? Continuera-t-elle à inviter les Etats et leurs industriels qui n'auront pas ratifié le Traité, tout en refusant l'accès du salon aux ONG qui œuvrent à un commerce plus responsable ? » a relevé Nicolas Vercken d'Oxfam France.

Les ONG rappellent que des milliers de personnes sont tuées, blessées ou obligées de fuir de chez elles à cause de la violence armée. Selon Amnesty International France, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France, le TCA à venir devra interdire tous les transferts d'armes dès lors qu'il existe un risque substantiel qu'elles soient utilisées pour commettre ou faciliter des violations graves des droits humains, du droit international humanitaire ou lorsque ces transactions compromettent le développement socio-économique du pays destinataire.

Contacts presse :

Amnesty International France : Marilyne Griffon - mgriffon@amnesty.fr - 01 53 38 65 75 - 06 76 94 37 05

CCFD-Terre solidaire : Véronique de La Martinière - v.delamartiniere@ccfd.asso.fr - 01 44 82 80 64

Oxfam France : Pierre Motin - pmotin@oxfamfrance.org - 01 77 35 76 10 - 06 12 12 63 94

Notes aux rédactions :

1. La conférence diplomatique se tiendra aux Nations unies du 2 au 27 juillet
2. *En février 2012, le Conseil des industries de défense françaises déclarait que « les industriels soutiennent pleinement l'adoption d'un traité international sur le commerce des armes » et sont « sensibles aux arguments [concernant] la protection des populations et la protection des droits humains ».*
3. Le GICAT est le [Groupement des Industries Françaises de Défense Terrestre](#).
4. Le CIDEF est l'association qui regroupe les différents groupements et syndicats professionnels de l'industrie de Défense française, à savoir le GICAN, le GICAT et le GIFAS